

L'emploi intérimaire poursuit sa reprise au 3^e trimestre 2021 (+1,6 %)

Après un recul historique lors du 1^{er} trimestre 2020, un rebond marqué au cours de l'année 2020 et un ralentissement début 2021, l'emploi intérimaire poursuit sa reprise au 3^e trimestre 2021 (+1,6 %, soit +12 100 intérimaires, après +2,4 % soit +18 000 intérimaires au trimestre précédent). Il demeure en-deçà mais proche de son niveau d'avant la crise sanitaire : fin septembre 2021, l'emploi intérimaire est inférieur de 0,8 % au niveau de fin décembre 2019.

L'emploi intérimaire augmente dans l'ensemble des secteurs. Dans la construction, le nombre d'intérimaires rebondit (+1,2 %, après -3,9 % au 2^e trimestre 2021) ; dans l'industrie, il accélère (+1,9 %, après +0,9 %) ; enfin, dans le tertiaire, il ralentit nettement (+1,5 %, après +6,3 %). Alors que l'emploi intérimaire est supérieur à son niveau d'avant-crise dans le secteur des services (+4,6 % par rapport à fin 2019), il reste inférieur au niveau de fin décembre 2019 dans l'industrie (-4,8 %) et dans la construction (-5,8 %).

Mesuré en moyenne sur l'ensemble du 3^e trimestre 2021, le volume de travail temporaire (en équivalent emplois à temps plein) augmente, mais plus modérément qu'au trimestre précédent (+0,9 %, après +3,8 % au 2^e trimestre 2021).

Le nombre d'intérimaires augmente (+1,6 %) au 3^e trimestre 2021

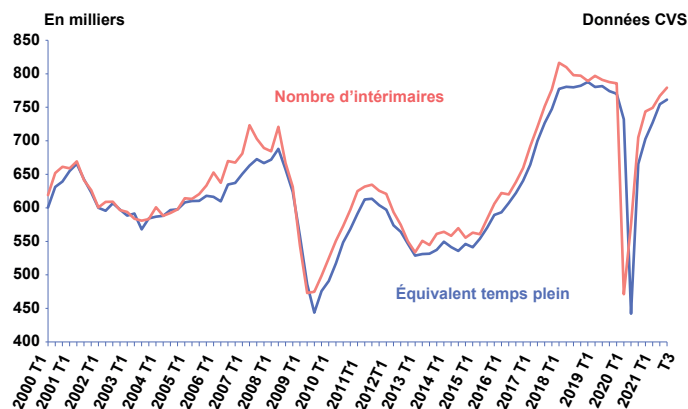
À la fin du 3^e trimestre 2021, on dénombre 779 200 intérimaires en France (graphique 1, tableau 1), soit 3,0 % de l'ensemble des salariés (inchangé pour le quatrième trimestre consécutif et -0,1 point par rapport à fin 2019, tableau 2 et [tableau complémentaire 1](#)). Après trois trimestres de reprise dynamique en 2020 et un ralentissement début 2021, l'emploi intérimaire continue à s'accroître : il augmente de 1,6 % entre fin juin 2021 et fin septembre 2021, soit +12 100 intérimaires (après +2,4 % au trimestre précédent, soit +18 000

intérimaires). Il se rapproche ainsi un peu plus de son niveau d'avant-crise (-0,8 % par rapport à fin décembre 2019).

Le nombre de contrats à durée indéterminée (CDI) intérimaires diminue légèrement après avoir augmenté au trimestre précédent (-0,7 %, après +2,9 % au 2^e trimestre 2021 ; [tableau complémentaire 2](#)) : leur niveau dépasse de 7,3 % le niveau d'avant-crise, tel que mesuré fin décembre 2019. Fin septembre 2021, on dénombre 51 400 CDI intérimaires, soit 6,6 % de l'effectif total d'intérimaires en fin de trimestre.

Le volume de travail temporaire, mesuré en équivalent emplois à temps plein (ETP) sur l'ensemble du trimestre, augmente modérément au 3^e trimestre 2021 (+0,9 % soit +6 700 ETP, après +3,8 % au trimestre précédent, soit +27 600 ETP). Cette hausse est plus faible que celle de l'emploi mesuré en fin de trimestre du fait du dynamisme de la fin du 3^e trimestre.

GRAPHIQUE 1 | Volume de travail temporaire en équivalent temps plein et nombre d'intérimaires en fin de trimestre



Champ : France hors Mayotte.

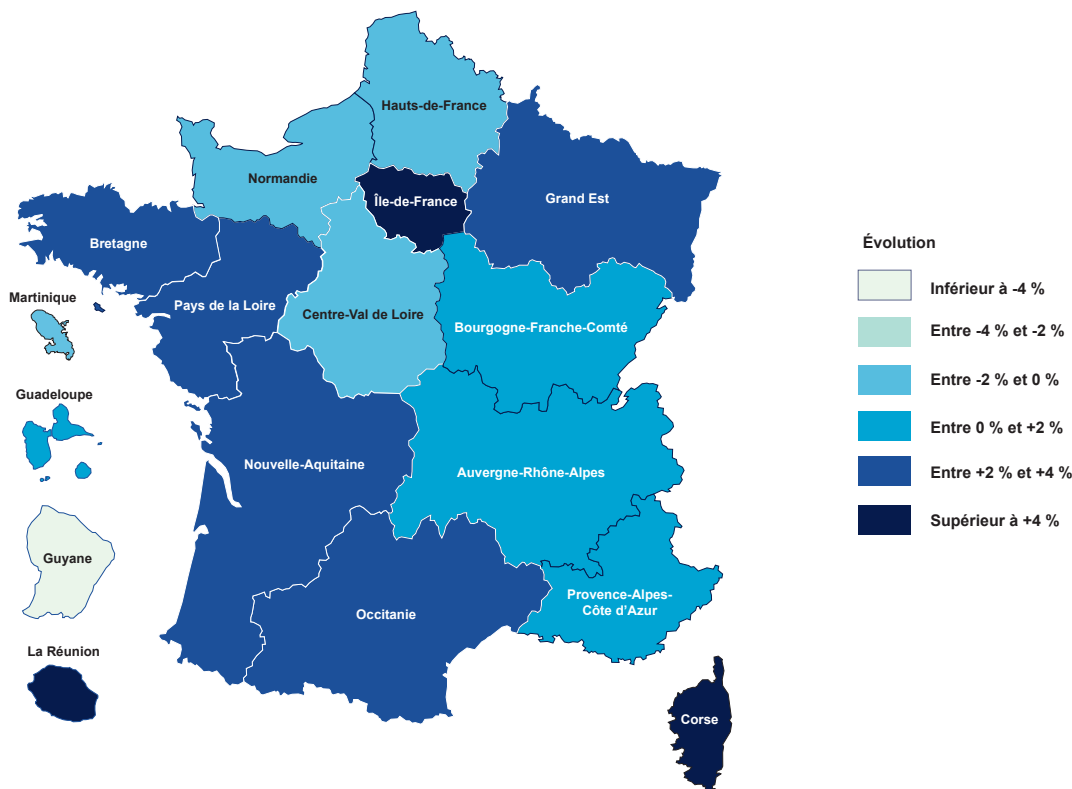
Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi intérimaire repart à la hausse dans la construction

L'emploi intérimaire augmente dans la construction au 3^e trimestre 2021, après avoir diminué au 2^e trimestre (+1,2 %, soit +1700 intérimaires, après -3,9 % soit -5900 intérimaires). Il s'établit ainsi à 148500 intérimaires, ce qui représente 9,0 % de l'ensemble des salariés du secteur (soit +0,1 point par rapport au trimestre précédent et -0,9 point par rapport à fin 2019). Toutefois, il s'agit du secteur le plus éloigné de son niveau d'avant-crise (-5,8 % par rapport à fin décembre 2019).

Le nombre d'intérimaires dans la construction augmente au 3^e trimestre 2021 dans la plupart des régions (carte 1a, [tableau complémentaire 3](#)), notamment en Bretagne (+3,6 %, après -6,2 % au trimestre précédent), dans les Hauts-de-France (+3,5 %, après -6,0 %) et dans les Pays de la Loire (+2,6 %, après -1,1 %). Au contraire, l'emploi intérimaire diminue dans certaines régions, comme en Occitanie (-1,2 %, après -0,2 %) et dans le Grand-Est (-2,3 %, après -3,2 %). L'écart au niveau d'avant-crise est aussi très différent selon les régions. Fin septembre 2021, l'emploi intérimaire dans la construction est inférieur à son niveau de fin décembre 2019 de 12,4 % dans les Hauts-de-France comme en Occitanie,

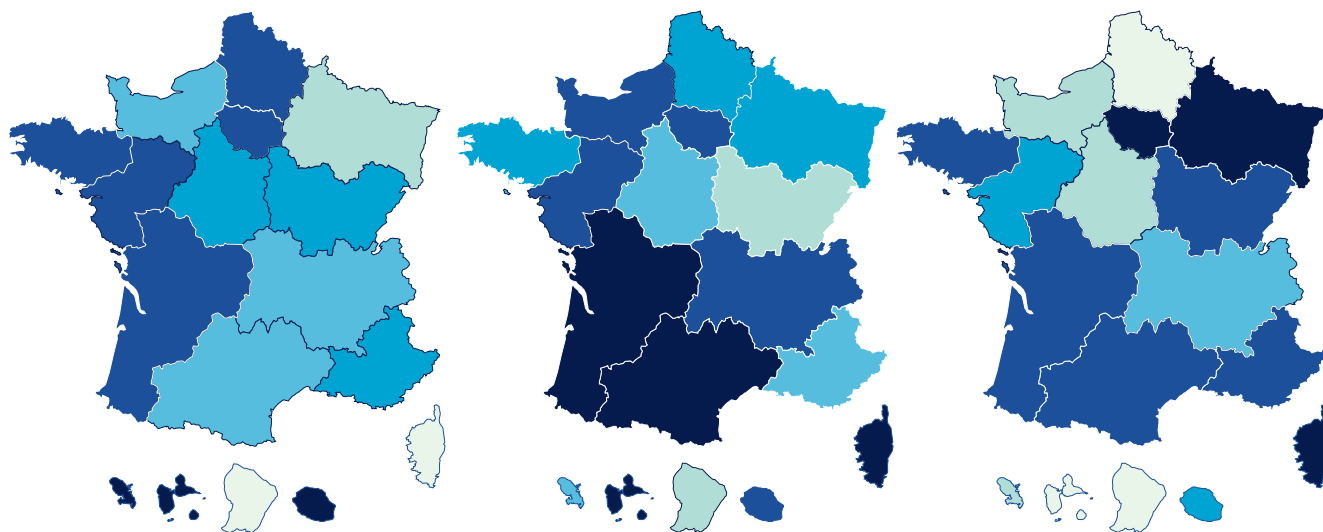
CARTE 1 | Évolution du nombre d'intérimaires dans l'ensemble des secteurs par région au 3^e trimestre 2021



CARTE 1a | Évolution dans la **construction**

CARTE 1b | Évolution dans l'**industrie**

CARTE 1c | Évolution dans le **tertiaire**



Note : la région retenue est celle de l'établissement dans lequel la mission d'intérim est effectuée.
Champ : France hors Mayotte. Source : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN).

et de 11,0 % dans le Grand-Est, mais seulement de 2,2 % en Île-de-France et de 0,5 % dans les Pays de la Loire.

Mesuré sur l'ensemble du trimestre et en équivalent temps plein, le volume de l'emploi intérimaire diminue dans la construction de 4,1 % (soit -5900 ETP) après avoir diminué de 2,3 % au 2^e trimestre 2021 (soit -3500 ETP). Cette différence d'évolution avec l'emploi intérimaire en fin de trimestre s'explique par une reprise dans le secteur au cours du mois de septembre uniquement.

L'emploi intérimaire accélère dans l'industrie malgré un recul dans le secteur de la fabrication de matériels de transport

Au 3^e trimestre 2021, l'emploi intérimaire accélère dans l'industrie (+1,9 % soit +4900, après +0,9 % soit +2400 intérimaires ; tableau 1). Il s'établit à 266 600 intérimaires, soit 7,9 % de l'ensemble des salariés du secteur (+0,1 point par rapport au 2^e trimestre 2021 et -0,3 point par rapport au 4^e trimestre 2019). Le nombre d'intérimaires progresse fortement dans tous les secteurs industriels, excepté dans la fabrication de matériels de transport où la mise à l'arrêt, même partielle, de plusieurs usines automobiles se traduit par un fort repli (-7,5 %).

L'emploi intérimaire reste inférieur de 4,8 % au niveau atteint fin décembre 2019, avant la crise liée au Covid-19 ([tableau complémentaire 1](#)). Cet écart à l'avant-crise concerne au premier chef le secteur de la fabrication de matériels de transport (-32,1 % par rapport à fin 2019).

La dynamique de l'emploi intérimaire dans l'industrie diffère selon les régions (carte 1b, [tableau complémentaire 3](#)). Le

nombre d'intérimaires dans le secteur industriel augmente plus fortement qu'au niveau national en Occitanie (+5,1 %, après +3,0 % au 2^e trimestre 2021) et en Nouvelle-Aquitaine (+4,5 %, après +5,3 %) notamment. Au contraire, il diminue en Centre-Val de Loire (-1,1 %, après -1,7 %) et en Bourgogne-Franche-Comté (-2,4 %, après -1,7 %). Le niveau de l'emploi intérimaire dans l'industrie reste ainsi particulièrement éloigné de celui de fin décembre 2019 en Bourgogne-Franche-Comté, en Île-de-France et en Occitanie (inférieur de 14,9 %, 14,2 % et 14,0 % respectivement), tandis qu'il le dépasse en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+3,3 %).

En moyenne, au 3^e trimestre 2021, le volume de travail temporaire en ETP dans l'industrie augmente très modérément (+0,3 % soit +700 ETP, après +4,6 % soit +11 300 ETP), car l'emploi intérimaire a d'abord fléchi en juillet, avant d'augmenter les mois suivants.

L'emploi intérimaire ralentit dans le tertiaire

Au 3^e trimestre 2021, dans le secteur tertiaire, l'emploi intérimaire augmente à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent (+1,5 % soit +5200, après +6,3 % soit +21 200 intérimaires ; tableau 1, graphique 2). 359 800 intérimaires travaillent dans le tertiaire, représentant 1,8 % de l'ensemble des salariés du secteur (+0,0 point par rapport au trimestre précédent et +0,1 point par rapport à fin 2019). Cette hausse est principalement due au dynamisme dans les secteurs du commerce (+6,6 % soit +4 600 intérimaires, après une stabilité au trimestre précédent) et de l'hébergement-restauration (+46,4 % soit +3 600 intérimaires, après +44,3 % soit +2 400). Elle est toutefois en partie compensée par une baisse des ef-

TABLEAU 1 | Le travail intérimaire par secteur d'activité

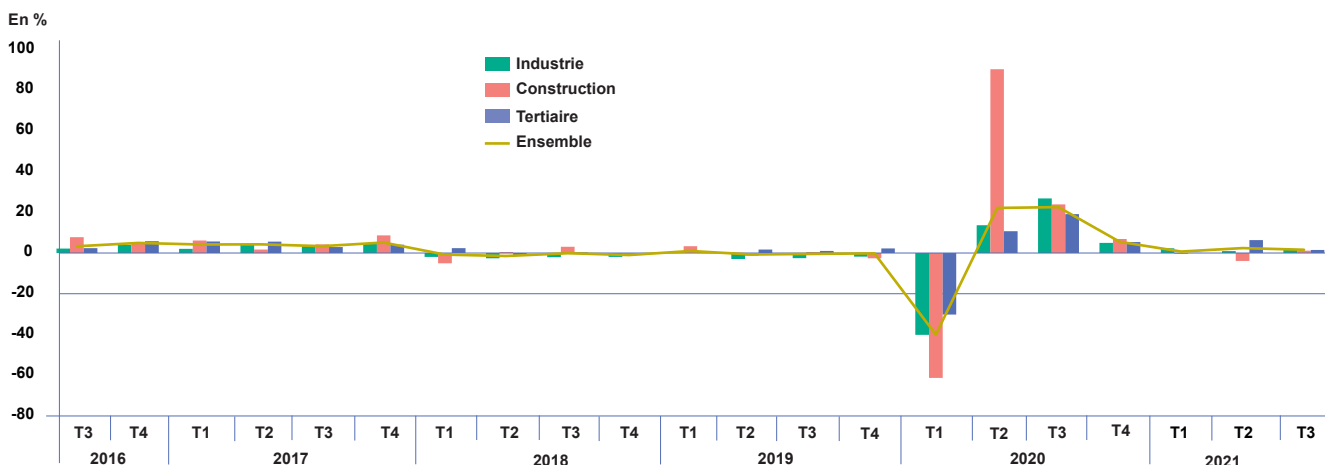
Données CVS

Secteur d'activité (code NAF Rév. 2)	Intérimaires						Équivalent-emplois à temps plein					
	Niveau En milliers	Évolution trimestrielle				Évolut. annuelle En %	Niveau En milliers	Évolution trimestrielle				Évolut. annuelle En %
		En %		En milliers				En %		En milliers		
		2021 T3	2021 T2	2021 T3	2021 T2			2021 T3	2021 T3	2021 T2	2021 T3	
Agriculture (AZ)	4,3	7,7	5,6	0,3	0,2	17,6	4,0	4,3	7,3	0,2	0,3	10,3
Industrie	266,6	0,9	1,9	2,4	4,9	10,4	260,2	4,6	0,3	11,3	0,7	17,4
Dont :												
C1 : Industrie agroalimentaire ..	58,5	2,4	3,1	1,3	1,8	6,6	58,1	5,3	3,6	2,8	2,0	10,3
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,5	-6,0	5,9	0,0	0,0	10,8	0,5	3,0	4,5	0,0	0,0	12,3
C3 : Biens d'équipement	32,7	0,1	3,7	0,0	1,2	19,9	31,0	5,8	-0,7	1,7	-0,2	26,1
C4 : Matériels de transport	26,5	2,5	-7,5	0,7	-2,1	-9,4	27,8	4,0	-2,1	1,1	-0,6	11,1
C5 : Autres branches industrielles	125,3	1,1	2,9	1,3	3,6	16,0	120,0	4,8	0,1	5,5	0,1	22,4
DE : Énergie, eau, déchets	23,2	-3,9	2,5	-0,9	0,6	7,2	22,8	0,9	-2,6	0,2	-0,6	9,3
Construction (FZ)	148,5	-3,9	1,2	-5,9	1,7	3,4	138,5	-2,3	-4,1	-3,5	-5,9	3,5
Tertiaire	359,8	6,3	1,5	21,2	5,2	13,7	358,7	6,0	3,3	19,6	11,6	17,1
Dont :												
GZ : Commerce	75,1	0,0	6,6	0,0	4,6	9,0	74,7	5,4	3,2	3,7	2,3	11,7
HZ : Transport	115,7	5,4	0,8	5,9	0,9	13,2	114,8	5,6	0,7	6,0	0,8	20,1
IZ : Hébergement-restauration	11,3	44,3	46,4	2,4	3,6	98,9	11,3	4,5	87,9	0,3	5,3	79,3
JZ : Information-communication	6,5	-1,3	-2,1	-0,1	-0,1	-1,1	6,5	2,1	-1,9	0,1	-0,1	5,7
KZ : Services financiers	7,7	5,2	1,0	0,4	0,1	2,8	7,8	7,9	2,6	0,6	0,2	8,5
LZ : Services immobiliers	2,5	2,2	0,7	0,1	0,0	21,5	2,5	6,5	1,9	0,2	0,0	21,3
MN : Services aux entreprises	103,0	11,6	-6,1	11,4	-6,7	11,3	102,9	6,4	1,0	6,1	1,0	12,0
OQ : Services non marchands	31,6	1,0	6,9	0,3	2,1	23,8	31,6	6,4	2,5	1,8	0,8	25,7
RU : Services aux ménages (*)	6,6	19,3	14,1	0,9	0,8	16,7	6,7	16,5	23,8	0,8	1,3	27,6
Ensemble des secteurs	779,2	2,4	1,6	18,0	12,1	10,5	761,4	3,8	0,9	27,6	6,7	14,4

* hors activités extraterritoriales.

Champ : France hors Mayotte.

Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN).



Champ : France hors Mayotte.

Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

fectifs dans le secteur des services aux entreprises après le surcroît d'activité fin juin 2021 dû à la préparation et la distribution des documents électoraux pour les dernières élections régionales et départementales (-6,1 % soit -6 700 intérimaires, après +11,6 % soit +11 400 intérimaires au 2^e trimestre). Dans l'ensemble du secteur tertiaire, le nombre d'intérimaires dépasse nettement le niveau atteint fin 2019 (+4,6 %), mais la situation est très hétérogène. L'emploi intérimaire est encore éloigné de son niveau d'avant-crise dans certains secteurs dont l'hébergement-restauration (-17,6 %) et les activités financières et d'assurance (-20,4 %), tandis qu'il le dépasse dans des secteurs où l'emploi intérimaire est plus important comme le commerce (+2,7 %), les transports et l'entreposage (+11,5 %) et les services non marchands (+37,7 %).

L'évolution de l'emploi intérimaire dans le tertiaire diffère selon les régions. Il augmente plus que la moyenne nationale notamment en Île-de-France (+6,1 %, après +3,9 %; carte 1c, [tableau complémentaire 3](#)) et dans le Grand-Est (+5,6 %, après +3,2 %), tandis qu'il diminue dans certaines régions comme les Hauts-de-France (-4,3 %, après +6,7 %), la Normandie (-3,2 %, après +10,0 %) et le Centre-Val de Loire (-3,2 % après +11,0 %). L'écart de l'emploi intérimaire tertiaire au niveau d'avant-crise est ainsi très hétérogène selon les régions. Il est nettement supérieur au niveau du 4^e trimestre 2019 en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+25,5 %), dans les Pays de la Loire (+11,7 %), en Centre-Val de Loire (+10,5 %) et dans les Hauts-de-France (+10,0 %). Au contraire, le nombre d'intérimaires reste inférieur au niveau d'avant-crise en Bourgogne-Franche-Comté (-1,2 %) et surtout en Île-de-France (-7,9 %).

Mesuré sur l'ensemble du trimestre et en équivalent temps plein, le volume de l'emploi intérimaire augmente dans le tertiaire de 3,3 % (soit +11 600 ETP) par rapport au trimestre précédent, après +6,0 % (soit +19 600 ETP).

La part du tertiaire dans l'emploi intérimaire reste supérieure à celle d'avant-crise

La répartition par secteur de l'emploi intérimaire diffère un peu de celle d'avant-crise du fait de trajectoires de reprise hétérogènes. La part du secteur des services augmente (46,2 % fin septembre 2021 contre 43,8 % au 4^e trimestre

2019), tandis que celles de la construction et de l'industrie reculent légèrement (19,1 % contre 20,1 % et 34,2 % contre 35,7 %, respectivement).

Au 3^e trimestre 2021, la durée moyenne des missions s'établit à 2,0 semaines (-2,7 % par rapport au trimestre précédent). La durée des missions reste sensiblement plus élevée dans la construction (3,4 semaines au 3^e trimestre 2021, soit +2,4 % par rapport au trimestre précédent) que dans l'industrie (2,3 semaines, stable par rapport au 2^e trimestre) et le tertiaire (1,5 semaine, soit -3,8 %).

L'emploi intérimaire contribue peu à la hausse de l'emploi salarié total

Au 3^e trimestre 2021, l'emploi salarié total ralentit +0,4 %, soit +108 300 emplois, après +1,2 %, soit 309 500 emplois au 2^e trimestre 2021 (tableau 3). Comme depuis le début de l'année, l'emploi intérimaire contribue peu à cette progression : hors intérim, l'emploi salarié augmente également de 0,4 % (soit +96 200 emplois, après +1,2 % soit +291 500 emplois au 2^e trimestre 2021). L'intérim est ainsi proche mais en deçà de son niveau d'avant-crise tandis que le reste de l'emploi salarié le dépasse. L'emploi hors intérim est en effet supérieur de 1,1 % (soit +267 500 emplois) à son niveau d'avant-crise, fin 2019, et l'emploi total, intérim compris, y est supérieur de 1,0 % (soit +260 900 emplois).

La hausse modérée de l'emploi intérimaire dans le tertiaire contribue peu à l'augmentation de l'emploi du secteur : il augmente en effet de 0,5 %, avec intérim (soit +102 900 emplois) ou hors intérim (soit +97 600 emplois). Dans l'industrie, en revanche, l'intérim accentue un peu l'évolution de l'emploi salarié : il y augmente de 0,1 % hors intérim (soit +4 200 emplois) et de 0,3 % (soit +9 100 emplois) en incluant les intérimaires. Dans le secteur de la fabrication de matériels de transport en particulier, l'emploi intérimaire accentue la baisse notable de l'emploi salarié ; l'emploi salarié y diminue de 0,7 % hors intérim (soit -2 400 emplois) et de 1,3 % avec intérim (soit -4 500 emplois). À l'inverse, l'emploi intérimaire atténue un peu la baisse de l'emploi salarié dans la construction : alors que l'emploi hors intérim y diminue de 0,2 % (soit -3 700 emplois), l'emploi salarié total y diminue de 0,1 % (soit -2 000 emplois).

TABLEAU 2 | Le taux de recours et la durée moyenne des missions par secteur d'activité

Données CVS

Secteur d'activité (code NAF Rév. 2)	Taux de recours				Durée moyenne des missions			
	Niveau	Évolution (en points)			Niveau	Évolution(en %)		
	En %	Trimestrielle		Annuelle	En semaines	Trimestrielle		Annuelle
	2021 T3	2021 T2	2021 T3	2021 T3	2021 T3	2021 T2	2021 T3	2021 T3
Agriculture (AZ)	1,3	0,1	0,1	0,2	2,0	-6,1	3,7	-4,7
Industrie	7,9	0,1	0,1	0,7	2,3	-1,8	0,0	4,1
Dont :								
C1 : Industrie agroalimentaire	8,8	0,1	0,2	0,3	1,4	-2,2	3,5	4,4
C2 : Cokéfaction et raffinage	5,3	-0,3	0,3	0,6	5,1	-26,8	7,9	11,0
C3 : Biens d'équipement	7,4	0,0	0,2	1,2	4,1	-1,7	2,6	6,5
C4 : Matériels de transport	7,5	0,2	-0,5	-0,5	4,1	-3,8	2,8	-19,1
C5 : Autres branches industrielles	8,3	0,1	0,2	1,1	2,6	-2,1	0,2	4,9
DE : Énergie, eau, déchets	5,7	-0,2	0,1	0,3	1,7	2,6	-0,6	10,4
Construction (FZ)	9,0	-0,4	0,1	0,0	3,4	0,4	2,4	7,2
Tertiaire	1,8	0,1	0,0	0,2	1,5	-4,8	-3,8	0,8
Dont :								
GZ : Commerce	2,3	0,0	0,1	0,1	1,6	-2,6	1,6	4,0
HZ : Transport	7,5	0,3	0,1	0,7	2,0	-6,8	0,3	6,4
IZ : Hébergement-restauration	1,0	0,1	0,3	0,4	0,7	-18,7	-23,4	6,0
JZ : Information-communication	0,8	0,0	0,0	0,0	4,0	-1,2	-5,5	-1,3
KZ : Services financiers	0,9	0,0	0,0	0,0	4,5	-4,4	-4,8	-6,6
LZ : Services immobiliers	1,0	0,0	0,0	0,2	2,3	0,8	-6,6	2,9
MN : Services aux entreprises	3,5	0,3	-0,3	0,3	1,7	-4,5	0,2	-0,1
OQ : Services non marchands	0,4	0,0	0,0	0,1	0,8	0,9	-1,2	2,0
RU : Services aux ménages (*)	0,5	0,1	0,1	0,1	1,0	-12,0	-22,9	-9,9
Ensemble des secteurs	3,0	0,0	0,0	0,2	2,0	-3,4	-2,7	1,6

* hors activités extraterritoriales.

Champ : France hors Mayotte.

Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN).

TABLEAU 3 | L'emploi intérimaire par secteur d'activité

Données CVS

Secteur d'activité (code NAF Rév. 2)	Emploi hors intérim						Emploi y compris intérim					
	Niveau	Évolution trimestrielle				Évolut. annuelle	Niveau	Évolution trimestrielle				Évolut. annuelle
	En milliers	En %		En milliers		En %	En milliers	En %		En milliers		En %
	2021 T3	2021 T2	2021 T3	2021 T2	2021 T3	2021 T3	2021 T3	2021 T2	2021 T3	2021 T2	2021 T3	2021 T3
Agriculture (AZ)	313,9	0,0	-0,6	-0,1	-1,9	1,5	318,1	0,1	-0,5	0,2	-1,7	1,7
Industrie	3 123,8	0,1	0,1	3,0	4,2	0,0	3 390,5	0,2	0,3	5,4	9,1	0,8
Dont :												
C1 : Industrie agroalimentaire ..	607,5	0,9	0,8	5,1	4,9	3,1	666,0	1,0	1,0	6,4	6,7	3,4
C2 : Cokéfaction et raffinage	8,7	-0,3	-1,2	0,0	-0,1	-2,8	9,2	-0,6	-0,8	-0,1	-0,1	-2,2
C3 : Biens d'équipement	409,7	-0,1	0,1	-0,4	0,5	-0,7	442,4	-0,1	0,4	-0,4	1,6	0,6
C4 : Matériels de transport	327,6	-0,7	-0,7	-2,2	-2,4	-3,1	354,1	-0,4	-1,3	-1,6	-4,5	-3,6
C5 : Autres branches industrielles	1 389,7	0,0	0,1	-0,7	0,9	-0,5	1 515,0	0,0	0,3	0,7	4,5	0,7
DE : Énergie, eau, déchets	380,6	0,3	0,1	1,2	0,4	1,0	403,8	0,1	0,2	0,3	0,9	1,3
Construction (FZ)	1 496,2	0,3	-0,2	4,2	-3,7	2,9	1 644,7	-0,1	-0,1	-1,7	-2,0	2,9
Tertiaire	20 072,6	1,4	0,5	284,4	97,6	2,2	20 432,3	1,5	0,5	305,6	102,9	2,4
Dont :												
GZ : Commerce	3 247,5	1,4	0,4	46,2	14,0	2,4	3 322,6	1,4	0,6	46,2	18,6	2,6
HZ : Transport	1 421,2	0,2	0,0	2,8	-0,4	1,2	1 536,9	0,6	0,0	8,6	0,5	2,1
IZ : Hébergement-restauration	1 147,8	12,3	1,8	123,7	20,1	7,9	1 159,1	12,5	2,1	126,1	23,7	8,4
JZ : Information-communication	842,1	1,8	0,8	15,0	6,8	4,1	848,6	1,8	0,8	14,9	6,7	4,1
KZ : Services financiers	875,6	0,3	0,2	2,9	1,9	0,7	883,3	0,4	0,2	3,3	2,0	0,7
LZ : Services immobiliers	244,2	-0,6	-0,9	-1,5	-2,2	-0,4	246,7	-0,6	-0,9	-1,4	-2,2	-0,3
MN : Services aux entreprises	2 825,1	1,3	1,0	35,0	26,6	3,1	2 928,1	1,6	0,7	46,4	19,9	3,3
OQ : Services non marchands	8 141,6	0,4	0,1	28,9	5,6	1,2	8 173,1	0,4	0,1	29,2	7,6	1,2
RU : Services aux ménages (*)	1 327,4	2,5	1,9	31,4	25,2	3,1	1 333,9	2,5	2,0	32,3	26,1	3,1
Ensemble des secteurs	25 006,5	1,2	0,4	291,5	96,2	2,0	25 785,6	1,2	0,4	309,5	108,3	2,2

* hors activités extraterritoriales.

Champ : France hors Mayotte.

Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN).

Encadré 1 • Pour comprendre ces résultats

Les sources

Intérim : depuis juillet 2018, la Déclaration sociale nominative (DSN) est l'unique source des statistiques d'intérim. Elle se substitue ainsi à la source historique, les relevés mensuels de mission –RMM – adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire. À partir de cette information, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent les contrats à durée indéterminée (CDI) intérimaires. Le champ géographique couvre la France métropolitaine ainsi que quatre Drom sur cinq (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion). Les séries des principaux indicateurs figurent sur le site du ministère du Travail :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/lemploi-interimaire>

Emploi salarié hors intérim : il provient de l'estimation trimestrielle Acoess-Dares-Insee. Il couvre tous les secteurs d'activité, en dehors des activités extraterritoriales. Il porte sur le champ de la France hors Mayotte.

Quelques définitions

Intérimaires en fin de trimestre : nombre de personnes dont l'emploi principal est un emploi intérimaire. Ces intérimaires sont ventilés par secteur d'activité utilisateur, alors que dans les estimations trimestrielles d'emploi salarié Acoess-Dares-Insee, ils sont classés dans le secteur tertiaire.

Durée moyenne des missions : moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Volume de travail intérimaire en équivalent emplois à temps plein sur le trimestre (ETP) : mesure de l'intérim privilégiant une analyse en moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires en fin de trimestre, qui évalue un stock en fin de période. Les deux indicateurs peuvent évoluer de manière différente selon la répartition des missions au cours du trimestre et l'évolution de leur durée. La volatilité mensuelle des données affecte davantage l'évolution du nombre d'intérimaires en fin de trimestre que celle du volume de travail intérimaire en ETP.

Taux de recours à l'intérim : rapport des intérimaires à l'emploi salarié, y compris intérim, en fin de trimestre.

Révisions

Révisions des principaux indicateurs de l'emploi intérimaire pour le T1 2021 et le T2 2021 par rapport à la publication précédente

Données CVS

	Révisions des évolutions trimestrielles au T2 2021				Révisions des évolutions trimestrielles au T1 2021			
	Intérimaires		Équivalent-emplois à temps plein		Intérimaires		Équivalent-emplois à temps plein	
	En points de %	En milliers	En points de %	En milliers	En points de %	En milliers	En points de %	En milliers
Industrie	0,0	0,0	0,1	0,2	0,6	1,6	0,2	0,5
Construction	-0,3	-0,3	-0,4	-0,7	0,1	0,1	-0,1	-0,1
Tertiaire	0,0	0,4	0,4	1,3	0,7	2,5	0,3	0,9
Ensemble des secteurs ...	0,0	0,1	0,1	0,9	0,5	4,2	0,2	1,2

Lecture : par rapport à la précédente publication du Dares Indicateurs (DI) en septembre 2021, l'évolution du nombre d'intérimaires en fin de 2^e trimestre 2021, dans le secteur de la construction, est révisée de -0,3 point, soit -300 intérimaires.

Champ : France hors Mayotte.

Sources : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN).

Par rapport aux estimations diffusées le 8 septembre 2021, le nombre d'intérimaires fin juin 2021, tous secteurs confondus, est révisé très légèrement à la hausse (+100, cf. tableau ci-dessus). Ces révisions sont liées aux corrections des variations saisonnières.

Anne-Lise Biotteau (Dares).

Directeur de la publication

Michel Houdebine

Directrice de la rédaction

Anne-Juliette Bessone

Secrétaires de rédaction

Thomas Cayet, Laurence Demeulenaere

Maquettistes

Guy Barbut, Valérie Olivier, Bruno Pezzali

Mise en page et impression

Dares, ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion

Dépôt légal

à parution

Numéro de commission paritaire

3124 AD. ISSN 2109 – 4128
et ISSN 22674756

Réponses à la demande

dares.communication@travail.gouv.fr

Contact presse

Joris Aubrespin-Marsal
joris.aubrespin-marsal@travail.gouv.fr

La Dares est la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion. Elle contribue à la conception, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques, et plus largement à éclairer le débat économique et social.

dares.travail-emploi.gouv.fr

RETROUVEZ LES DONNÉES DES GRAPHIQUES
ET TABLEAUX SUR NOTRE SITE INTERNET.

STATISTIQUE
PUBLIQUE